

Étude de cas 14

Le Québec devrait se séparer du Canada.

Cet exercice a été mis à jour le 10/09/2026.

Contexte

À l'été 2025, des sondages politiques québécois affichent des résultats surprenants : selon les résultats d'un sondage de la firme CROP en août 2025, [47 % des 18 à 34 ans se disent favorables à l'indépendance du Québec](#). Ces résultats surprenants suggèrent que le mouvement souverainiste gagne du terrain, notamment chez les jeunes adultes.

Cette tendance s'observe non seulement dans les sondages, mais aussi sur les réseaux sociaux, avec la popularité grandissante de comptes souverainistes, mais aussi dans la sphère culturelle, où des artistes comme Lou-Adriane Cassidy et Kinji00, un rappeur engagé dont les textes mêlent identité québécoise et critique du fédéralisme, [deviennent des porte-étendards involontaires du mouvement](#) et où les émissions d'affaires publiques consacrent désormais des [segments entiers](#) à la question, avec des invités aux positions tranchées.

Mais c'est quoi la souveraineté du Québec? En termes simples, la souveraineté, c'est le pouvoir de décider soi-même. Une entente souveraine permettrait au Québec d'élaborer ses propres lois, percevoir ses impôts et gérer son budget, établir ses propres relations et positions internationales, que ce soit pour signer des traités, attirer des investissements ou défendre ses intérêts à l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Aujourd'hui, le Québec partage ces pouvoirs avec le gouvernement fédéral. La souveraineté, c'est l'idée de les récupérer entièrement.

La question souverainiste ne date pas d'hier. Elle s'enracine dans un passé mouvementé.

Dans les années 1960, le Québec modernise ses institutions et affirme son identité. C'est l'époque de la « [Révolution tranquille](#) », marquée par la création du Parti québécois (PQ) en 1968 par René Lévesque. En mai 1980, un [premier référendum](#) est organisé sur la souveraineté-association, une proposition où le Québec aurait été indépendant tout en restant associé économiquement au Canada. 60 % des Québécois votent contre, mais l'idée d'un Québec indépendant est lancée.

Quinze ans plus tard, en 1995, un [deuxième référendum](#) divise le Québec. Le non l'emporte de justesse (50,6 % contre 49,4 %). Au fil des 30 années qui ont suivi, la souveraineté perd progressivement en popularité, jusqu'à connaître une hausse record en 2025.

À l'approche des élections provinciales de 2026, la question refait surface : Paul St-Pierre Plamondon, chef du Parti québécois, [promet de tenir un référendum sur la souveraineté](#) dès son premier mandat si son parti est élu. Il y ajoute cependant une condition : Donald Trump ne doit plus être président des États-Unis au moment du vote.

Du point de vue des souverainistes, le Québec forme une nation distincte, avec une langue, une culture et une histoire uniques. La souveraineté permettrait de protéger et promouvoir cette identité sans ingérence fédérale.

Du côté des fédéralistes, le fédéralisme offre une stabilité économique, des services publics essentiels et une autonomie significative qui ne justifient pas de se séparer du Canada.

Pour en savoir plus

- [Les As de l'info | Faire du Québec un pays?](#)
- [L'encyclopédie canadienne | Séparatisme au Canada](#)
- [Immigrant Québec | Le « Québec libre » : Petite histoire du séparatisme](#)
- [Le Devoir | La montée du souverainisme chez les jeunes, effet durable ou effet TikTok?](#)
- [RAD | 20 jeunes débattent de souveraineté : Élections Québec 2026](#)

Le savais-tu?

Le Canada est une fédération où le pouvoir est partagé entre le gouvernement central (basé à Ottawa) et les gouvernements provinciaux et territoriaux. Le gouvernement fédéral gère les dossiers d'intérêt national et international, comme l'armée, les relations avec d'autres pays, le commerce international, la monnaie, les pêcheries et les océans, le droit criminel et la sécurité publique. Les gouvernements provinciaux et territoriaux s'occupent des affaires qui concernent leur province ou territoire, comme l'éducation, la santé, l'aide sociale, les transports et les routes.

Le Parti québécois (PQ) a présenté sa vision d'[un Québec indépendant](#) dans son « [Livre bleu](#) ». Il propose notamment de former une république, de créer une monnaie québécoise dans un délai de 10 ans, de créer une armée de défense québécoise et d'écrire une constitution ancrant la laïcité et le français.

Pour suivre les tendances d'appuis à la souveraineté, consultez [cette page](#) de QC125.

Coup d'œil international

À travers le monde, quelques états envisagent de déclarer leur souveraineté. C'est notamment le cas de l'[Écosse](#) et du [Bougainville](#).